

2019

Bulletin des budgets

Analyse d'un panel d'experts
estimant les effets des budgets
fédéral et provincial sur les
inégalités au Québec

Nicolas Zorn
Directeur général

Elmer van der Vlugt
Responsable de la recherche



OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS
des **inégalités**

Faits saillants

- 60 spécialistes des inégalités et des politiques publiques – de 16 institutions et 11 disciplines différentes, et dont plus de 40 % sont des femmes – ont participé au Bulletin des budgets 2019.
- Chargé par l'Observatoire québécois des inégalités d'évaluer l'effet des principales mesures des budgets du gouvernement fédéral et du Québec, le panel estime qu'ils réduiront modestement les inégalités. Néanmoins, la note globale pour le budget fédéral se détériore par rapport à celle de l'an dernier, passant de B+ à B, tout comme celle du budget du Québec, passée de B à B-.

Budget fédéral

- Cette année, le budget fédéral fait meilleure figure que le budget provincial avec une note d'ensemble de B, soit une baisse par rapport à l'an dernier. Les mesures analysées obtiennent entre A- et C.
- L'effet moyen cumulé des mesures contenues dans le budget fédéral est évalué positivement par 81 % du panel, alors que 7 % estiment que l'effet sera négatif. 87 % des mesures de l'ensemble des budgets du gouvernement Trudeau devraient avoir contribué à la réduction des inégalités.
- Selon le panel, cinq des six mesures réduiraient les inégalités, en particulier : la bonification du Supplément de revenu garanti pour les personnes de 60 ans et plus, les investissements pour améliorer les conditions de vie des autochtones, ainsi que la limitation des avantages fiscaux liés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotées en bourse.
- La seule mesure qui ne fait pas consensus est l'augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison, dont les effets pourraient à la fois accroître et diminuer les inégalités.

Budget du Québec

- Le premier budget du nouveau gouvernement québécois a reçu une note globale moindre que celui de l'an dernier, passant de B à B-. Le panel était divisé sur le budget provincial, 44 % déclarant que ses effets seront généralement favorables à la réduction des inégalités, alors que 19 % estiment qu'il les augmenterait.
- Deux des quatre mesures provinciales évaluées devraient contribuer à diminuer les inégalités. La mesure ayant l'effet le plus important est celle des incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus. Quant au remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants et l'uniformisation des taux de la taxe scolaire, ils augmenteraient les inégalités.

Table des matières

FAITS SAILLANTS	1
1. INTRODUCTION	3
2. MÉTHODOLOGIE	6
3. RÉSULTATS – PORTRAIT D’ENSEMBLE	10
BUDGET FÉDÉRAL 2019-2020	10
BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020	13
4. RÉSULTATS – PORTRAIT PAR MESURES	15
BUDGET FÉDÉRAL 2019-2020	16
<i>Mesure #1 : Augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l’achat d’une 1^{ère} maison</i>	16
<i>Mesure #2 : Allocation canadienne pour la formation</i>	17
<i>Mesure #3 : Bonification du supplément de revenu garanti</i>	18
<i>Mesure #4 : Investissements pour améliorer les conditions de vie des Autochtones</i>	19
<i>Mesure #5 : Limitation des avantages fiscaux reliés aux options d’achat d’action pour les dirigeants de sociétés cotés en Bourse</i>	20
<i>Mesure #6 : Maintien de budgets déficitaires</i>	21
<i>Autres mesures</i>	21
BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020	22
<i>Mesure #7 : Remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d’enfants</i>	22
<i>Mesure #8 : Accès universel à la maternelle 4 ans</i>	23
<i>Mesure #9 : Uniformisation des taux de la taxe scolaire</i>	24
<i>Mesure #10 : Incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les gens de 60 ans et plus</i>	25
<i>Autres mesures</i>	25
5. LISTE DES MEMBRES DU PANEL D’EXPERTS	26

1. Introduction

«Les inégalités tuent, à grande échelle»

— Margaret Chan,
présidente de l'Organisation mondiale de la santé

À quoi ressemblerait un Québec idéal pour sa population, sa classe politique, son milieu des affaires et sa société civile? Parions qu'il comprendrait une population avec un niveau élevé de bien-être et d'espérance de vie, une croissance économique robuste et soutenable qui bénéficie à tout le monde, des entreprises innovantes et concurrentielles, des crises économiques et financières rarissimes, une classe moyenne forte et moins endettée, des enfants ayant un avenir marqué par de nombreuses opportunités, un taux de réussite éducative plus élevé, des taux de criminalité et de corruption particulièrement faibles, ainsi qu'une société ayant une forte cohésion sociale et une démocratie en santé.

Selon les grandes institutions internationales et un nombre élevé de spécialistes, réduire les inégalités de revenu lorsqu'elles sont trop élevées – c'est-à-dire lorsqu'elles génèrent des coûts importants pour l'économie et pour la société – peut fortement contribuer à l'atteinte de ces objectifs. D'ailleurs, le Québec fait déjà mieux que ses voisins sur plusieurs de ces tableaux justement parce qu'il est caractérisé par des écarts économiques plus faibles entre les moins nantis et les mieux nantis, et possède une classe moyenne plus grande. Le niveau d'inégalité est le plus souvent un choix de société, de par les institutions qu'elle se donne, et le Québec fait bonne figure précisément pour cette raison.

Cela dit, les écarts de revenus ont malgré tout eu tendance à s'accroître depuis les années 1980. Moins qu'ailleurs, certes. Néanmoins, la taille de la classe moyenne a eu tendance à se réduire. Le 1 % le plus riche a vu ses revenus essentiellement doubler alors que ceux du 99 % restant a essentiellement fait du surplace. Quant aux personnes, aux parents et aux enfants ne parvenant pas à couvrir leurs besoins de base, ils pourraient remplir plus de 60 fois le Centre Bell. La famille dans laquelle on naît, le genre, la couleur de peau, l'âge et bien d'autres facteurs sur lesquels un individu n'a pas de contrôle déterminent trop souvent si l'on s'en sort gagnant ou perdant.

Éclairer les décisions par l'évaluation

Selon un sondage Léger/Institut du Nouveau Monde mené en 2014, 56 % des répondants jugent que les réformes gouvernementales devraient avoir comme critère de ne pas augmenter les inégalités de revenus, alors que seulement 25 % s'y opposent. Dans la même veine, 73 % des répondants considèrent que lorsque les gouvernements mettent en place, modifient ou abolissent des programmes sociaux ou des services publics, ils devraient publier des études d'impacts quant à leurs effets possibles sur les inégalités de revenus.

Lorsque les décideurs politiques proposent des mesures pouvant accroître ou réduire les inégalités économiques et sociales, elles et ils n'ont pas toujours les outils ou la volonté pour évaluer ces effets. Un éclairage de cet enjeu serait bénéfique, tant pour le débat public que pour la qualité des décisions qui en émergeraient.

Le Bulletin des budgets 2019

À cette fin, l'Observatoire québécois des inégalités a mandaté 60 panélistes spécialistes des inégalités et des politiques publiques – composé à plus de 40 % de femmes et provenant de 11 disciplines et 16 institutions différentes – à évaluer l'impact sur les inégalités que pourront avoir les principales mesures des budgets du Québec et du gouvernement fédéral. Ces spécialistes, dont la liste complète se trouve à la fin de ce document, ont été choisis pour leur expertise sur le sujet et sur les politiques évaluées. Que leur spécialité soit l'économie, la sociologie, le droit, la santé publique ou la fiscalité, elles et ils contribuent toutes à éclairer l'impact des mesures que nous avons soumis à leur évaluation.

Tout comme une étudiante reçoit un bulletin académique pour évaluer sa performance, nos gouvernements ont reçu des notes en fonction de l'effet estimé sur les inégalités et le nombre des personnes touchées de leurs mesures. A+ indique que l'ensemble des mesures réduirait considérablement les inégalités; E indique que l'ensemble des mesures augmenterait dramatiquement les inégalités. Ces notes extrêmes sont toutefois extrêmement difficiles à atteindre en pratique, puisqu'il est rare que les effets d'un ensemble disparate de politiques fassent consensus de façon aussi prononcée parmi une pluralité de spécialistes d'horizons différents.

Modeste réduction des inégalités

Cette année, le panel estime que les principales mesures des budgets du gouvernement fédéral et du Québec réduiront modestement les inégalités. Néanmoins, la note globale pour le budget fédéral se détériore par rapport à celle de l'an dernier, passant de B+ à B, tout comme celle du budget du Québec, passée de B à B-.

Le budget fédéral fait meilleure figure que le budget provincial avec une note d'ensemble de B+, la même que l'année dernière. Les mesures analysées obtiennent entre A- et C. L'effet moyen cumulé des mesures contenues dans le budget fédéral est évalué positivement par 81 % du panel, alors que 7 % estiment que l'effet sera négatif. 87 % des mesures de l'ensemble des budgets du gouvernement Trudeau devraient avoir contribué à la réduction des inégalités.

Selon le panel, cinq des six mesures réduiraient les inégalités, en particulier : la bonification du Supplément de revenu garanti pour les personnes de 60 ans et plus, les investissements pour améliorer les conditions de vie des autochtones, ainsi que la limitation des avantages fiscaux liés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotées en bourse. La seule mesure qui ne fait pas

consensus est l'augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison, dont les effets pourraient à la fois accroître et diminuer les inégalités.

Quant à lui, le premier budget du nouveau gouvernement québécois a reçu une note globale moindre que celui de l'an dernier, passant de B à B-. Le panel était divisé sur le budget provincial, 44 % déclarant que ses effets seront généralement favorables à la réduction des inégalités, alors que 19 % estiment qu'il les augmenterait. Deux des quatre mesures provinciales évaluées devraient contribuer à diminuer les inégalités. La mesure ayant l'effet le plus important est celle des incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus. Quant au remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants et l'uniformisation des taux de la taxe scolaire, ils augmenteraient les inégalités.

2. Méthodologie

La méthodologie, développée par l'INM et peaufinée par l'Observatoire, se base sur des études similaires effectuées notamment par l'OCDE (portant sur le protectionnisme) et par le Forum de Davos (au sujet des risques pour l'économie mondiale) et a été enrichie de l'apport d'une dizaine d'économistes et de spécialistes des politiques publiques et en évaluation. À partir du discours du budget et des documents publiés par les ministères des Finances, l'Observatoire a recensé et retenu les mesures les plus pertinentes à soumettre au panel. Celles-ci ont été choisies en fonction de leur probabilité à avoir une influence sur la distribution des revenus. Au moyen d'un questionnaire en ligne, les panélistes devaient pour chaque mesure et pour le budget dans son ensemble :

- Estimer **la direction de l'effet** de la mesure sur les inégalités, en allouant une note de 5 à -5, où -5 représente une augmentation certaine des inégalités, 0 représente un effet nul ou non significatif, 5 représente une réduction certaine des inégalités. Le degré de magnitude (de -5 à 0 et de 0 à 5) vise à estimer le niveau de certitude de la direction de l'effet.
- Estimer **l'ampleur de l'effet** de la mesure sur les inégalités, en allouant une note de 0 à 10, où 0 ne représente aucun effet et quasiment personne n'est touché, alors que 10 signifie que l'ensemble de la population québécoise est touchée de façon très importante.

Si les effets des mesures étaient considérés comme contradictoires et/ou trop difficiles à estimer, les panélistes pouvaient s'abstenir de répondre. Voici deux exemples fictifs d'évaluation d'une mesure du budget :

Mesure #1: Augmentation de la TVQ d'un point de pourcentage (EXEMPLE FICTIF)

Estimation de l'effet sur les inégalités : -2

Explications de la note : l'effet peut être estimé comme étant favorable à l'accroissement des inégalités, car, malgré les déductions pour produits de base, le taux effectif des taxes de vente combinées sur le revenu consommé varie de 6 % pour le quintile le moins riche à 4,3 % pour le quintile le plus riche.

Estimation de l'ampleur de l'effet : 3

Explication de la note : la TVQ est payée par chaque consommateur au Québec et elle touche donc l'ensemble de la population. Cela dit, l'ampleur de l'effet est probablement modeste, puisqu'il ne s'agit que d'un point de pourcentage et qu'elle vise à remplacer une perte de revenus provenant de baisses d'impôts.

Mesure #2 : Ajout de 200 places de maternelle 4 ans en milieu défavorisé (EXEMPLE FICTIF)

Estimation de l'effet sur les inégalités : 4

Explications de la note : l'effet peut être estimé comme étant à même de réduire les inégalités avec un degré de certitude élevé, car ce genre de mesure est reconnu comme étant nettement favorable à la mise à niveau nécessaire pour les enfants en milieu défavorisé, ceux-ci ayant souvent déjà accumulé un certain retard dans le développement de leurs capacités d'apprentissage.

Estimation de l'ampleur de l'effet : 0

Explication de la note : ne profitant qu'à un petit nombre d'enfants défavorisés, cet ajout de 200 places n'aura pas d'impact significatif sur les inégalités au Québec.

Une fois les résultats obtenus, nous avons multiplié ces deux estimations ensemble, puis divisé le résultat global par dix, pour obtenir un indice de l'effet global de chacune des mesures, et du budget dans son ensemble, sur les inégalités. Nous pouvons ensuite allouer à la mesure une note correspondant à cet indice, selon cette grille de notation :

Grille de notation

A+	5 à 3,1	B+	0,8 à 0,5	C+	0	D+	-0,5 à -0,8	
A	3 à 1,5	B	0,4 à 0,3	C	-0,1 à -0,2	D	-0,9 à -1,4	E -3,1 à -5
A-	1,4 à 0,9	B-	0,2 à 0,1	C-	-0,3 à -0,4	D-	-1,5 à — 3	

Définition des inégalités

Pour estimer l'effet des mesures du budget sur les inégalités, une définition est requise. Nous souhaitons savoir si les mesures (réformes) augmentent ou réduisent les inégalités économiques et sociales. Par inégalités économiques, nous entendons les écarts de revenus ou de richesses à long terme entre la classe moyenne et les mieux nantis, entre les mieux nantis et les moins nantis ou entre les moins nantis et la classe moyenne. Par inégalités sociales, nous référons à des inégalités d'opportunités ou de résultats qui sont indépendantes des efforts, des talents ou des libres-choix des individus (écarts d'espérance de vie entre quintiles de revenus, mobilité sociale différente, accès au crédit, au système de justice, à l'éducation ou à des soins de santé, etc.).

Mesures retenues pour évaluation

Budget fédéral 2019-2020

- Mesure #1 : Augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison
- Mesure #2 : Allocation canadienne pour la formation
- Mesure #3 : Bonification du supplément de revenu garanti (SRG)
- Mesure #4 : Investissements pour améliorer les conditions de vie des Autochtones
- Mesure #5 : Limitation des avantages fiscaux reliés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotées en bourse
- Mesure #6 : Maintien de budgets déficitaires

Budget du Québec 2019-2020

- Mesure #7 : Remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants
- Mesure #8 : Accès universel à la maternelle 4 ans
- Mesure #9 : Uniformisation des taux de la taxe scolaire
- Mesure #10 : Incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus

Enjeux méthodologiques

Comme toute étude, un tel exercice possède évidemment quelques limites. D'abord, les résultats seront évidemment influencés par la composition du panel. De plus, certaines mesures sont complexes et peuvent avoir des effets ambigus ou contradictoires. Ces nuances rappellent les limites d'un tel exercice.

De plus, il faut prendre en compte qu'il existe plusieurs types d'inégalités : entre riches et pauvres, entre moins nantis et classe moyenne et entre mieux nantis et classe moyenne. Mais il en existe aussi entre hommes et femmes, jeunes et vieux, Québécois de longue date et nouveaux arrivants, et ainsi de suite.

Il n'y a pas que les ressources matérielles et financières qui sont inégalement distribuées; il y a aussi les ressources symboliques (un titre honorifique, un diplôme), de même que les ressources sociales et politiques (réseaux de contacts, accès aux décideurs) qui ont un effet déterminant sur les inégalités. Toutes ces ressources doivent être considérées pour évaluer correctement l'effet des réformes sur les inégalités. Des études de cas et des évaluations plus poussées permettraient d'approfondir notre connaissance à cet égard, répondant à un besoin bien exprimé par la population.

Évidemment, en aucun cas un exercice estimatif comme le Bulletin des budgets ne peut remplacer des études de cas poussées et spécifiques. Dans la mesure où celles-ci sont indisponibles ou impossibles à produire dans un si court délai (tout juste après le dépôt des budgets), le Bulletin présente néanmoins une alternative intéressante. Le Bulletin du budget permet de fournir une première impression informée sur les différentes mesures mises de l'avant par nos gouvernements. Toutefois, ceux-ci limitent souvent l'accès aux données permettant d'estimer correctement les effets probables avant de mettre les citoyens devant le fait accompli, ou d'en mesurer les effets après-coup.

En ce sens, le Bulletin des budgets est également un appel à la transparence et à l'accessibilité aux données gouvernementales, tant pour les chercheurs que pour les citoyens. C'est surtout un premier pas dans une direction prometteuse, en espérant que les gouvernements prennent l'habitude de systématiquement mesurer l'effet de leurs politiques sur les inégalités économiques et sociales, éclairant ainsi leurs décisions et les débats publics à venir.

À noter, les mesures ont parfois été annoncées dans les semaines ou mois précédant le budget. Étant budgétées pour la première fois, elles peuvent toutefois être incluses dans le questionnaire pour rendre l'évaluation globale du budget plus complète.

3. Résultats – Portrait d'ensemble

Nous avons demandé aux 60 spécialistes du panel d'analyser chacune des mesures retenues du budget fédéral et celui du Québec, puis nous avons agrégé leurs réponses quantitatives, offrant une estimation globale de l'impact pour la mesure, ainsi que le niveau de consensus entre panélistes pour chacune d'elle. Cette section présente un portrait d'ensemble pour les deux budgets. Globalement, le panel estime qu'ils auront tous les deux pour effet de modestement réduire les inégalités au Québec, bien que plus faiblement que ne l'auraient fait les budgets de l'an dernier.

Budget fédéral 2019-2020

En se prononçant sur les principales mesures du dernier budget du gouvernement fédéral, quatre panélistes sur cinq estiment que le budget aura un effet positif sur la réduction des inégalités, bien que les avis soient relativement dispersés quant à l'ampleur de ces effets.

Comme l'illustre le graphique 1, cinq des six mesures évaluées sont considérées par les panélistes comme allant contribuer à réduire les inégalités, la mesure restante étant évaluée comme ayant un effet quasi nul. Cette mesure est l'augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison. Les trois mesures évaluées comme ayant l'effet le plus important en faveur de la réduction des inégalités sont les suivantes : la bonification du supplément de revenu garanti, les investissements pour améliorer les conditions de vie des autochtones et la limitation des avantages fiscaux liés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotées en bourse.

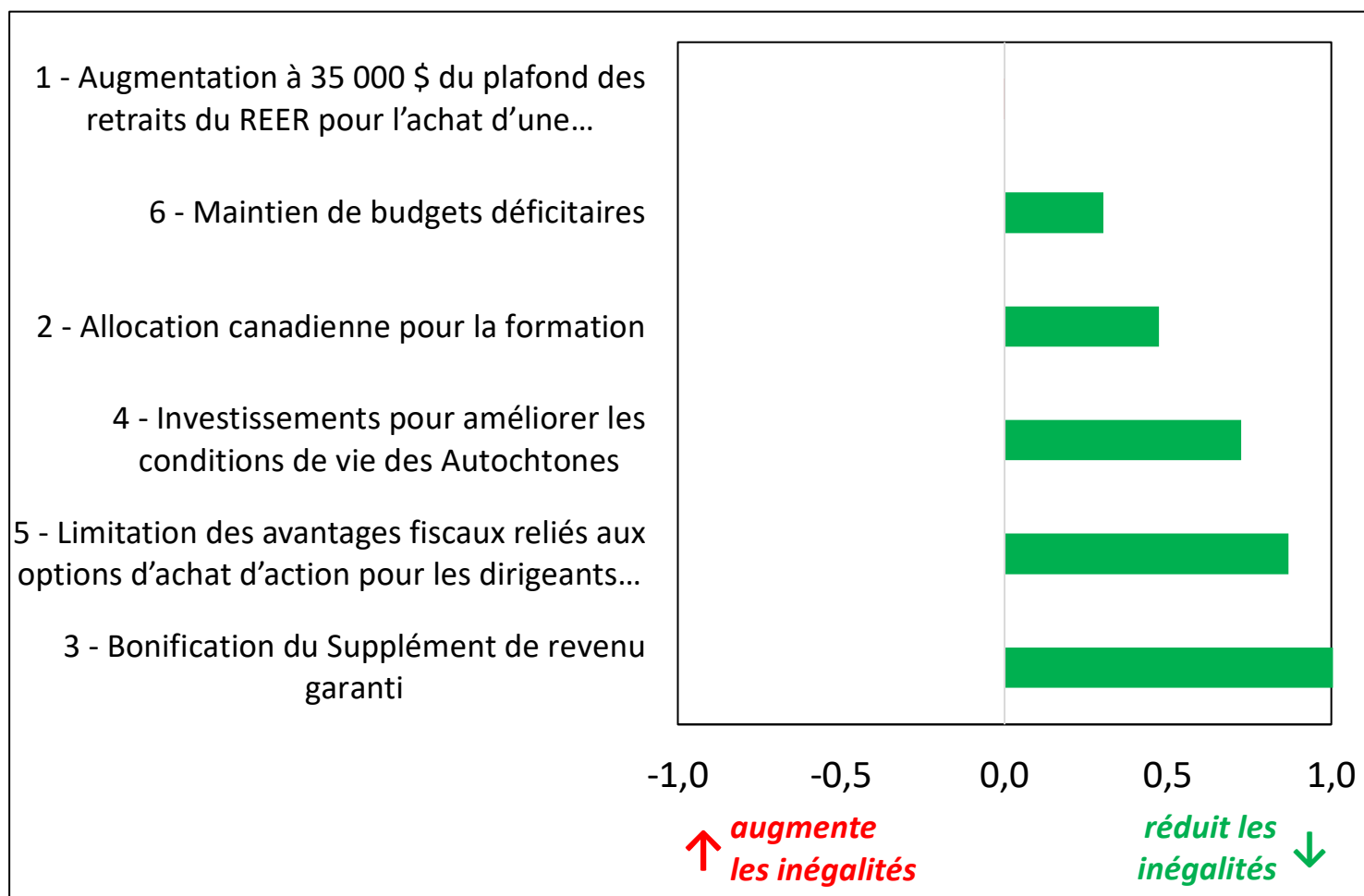
Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
1,5 (1,0)	26% (13%)	0,4	B

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
81%	3%	7%

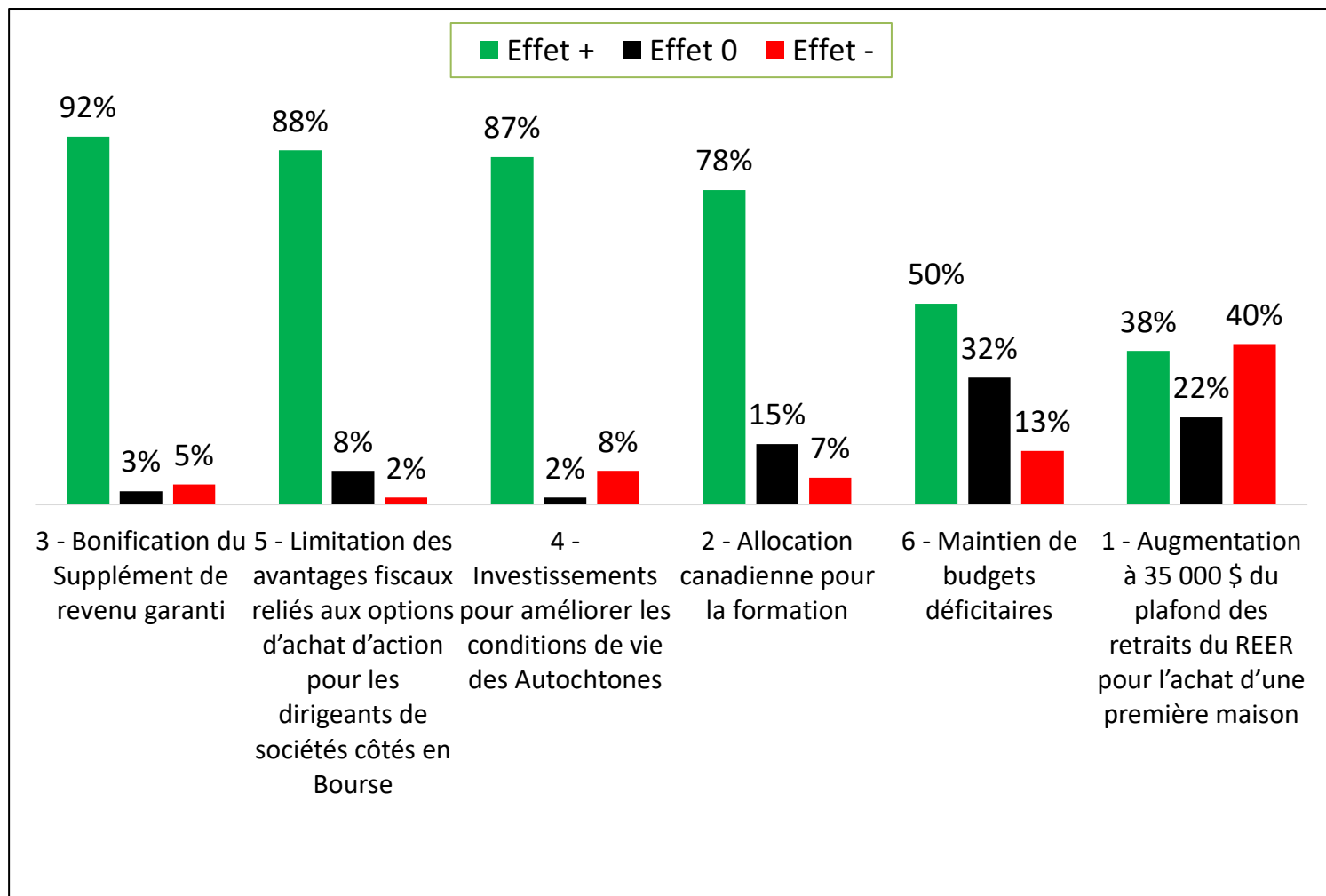
* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Graphique 1 : Effet global des principales mesures du budget fédéral sur les inégalités



Le graphique 1 présente les estimations des effets faites par les membres du panel, mais plusieurs avis modérés peuvent être contrebalancés par une opinion forte. Autrement dit, sous une moyenne peuvent se cacher de profondes divergences. À cette fin, le graphique 2 illustre le niveau de consensus au sein des spécialistes consultés. Pour ce faire, nous avons compilé le pourcentage de panélistes estimant l'effet neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (les augmente). Il y a un fort consensus pour la plupart des mesures évaluées, mais l'augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison et le maintien de budgets déficitaires ne font pas consensus.

Graphique 2 : Niveau de consensus des spécialistes consultés pour les mesures du budget fédéral 2019-2020*



* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Budget du Québec 2019-2020

L'effet des principales mesures annoncées par le gouvernement du Québec est estimé comme allant faiblement réduire les inégalités. À 35 %, l'effet moyen des mesures est plus élevé que celui du gouvernement fédéral. Avec une note de B-, les mesures devraient avoir un modeste impact. À noter, ce premier budget du nouveau gouvernement du Québec fait un peu moins bonne figure que le dernier du précédent gouvernement. Dans son ensemble, l'effet global qu'aura le budget ne semble pas faire consensus parmi les panélistes.

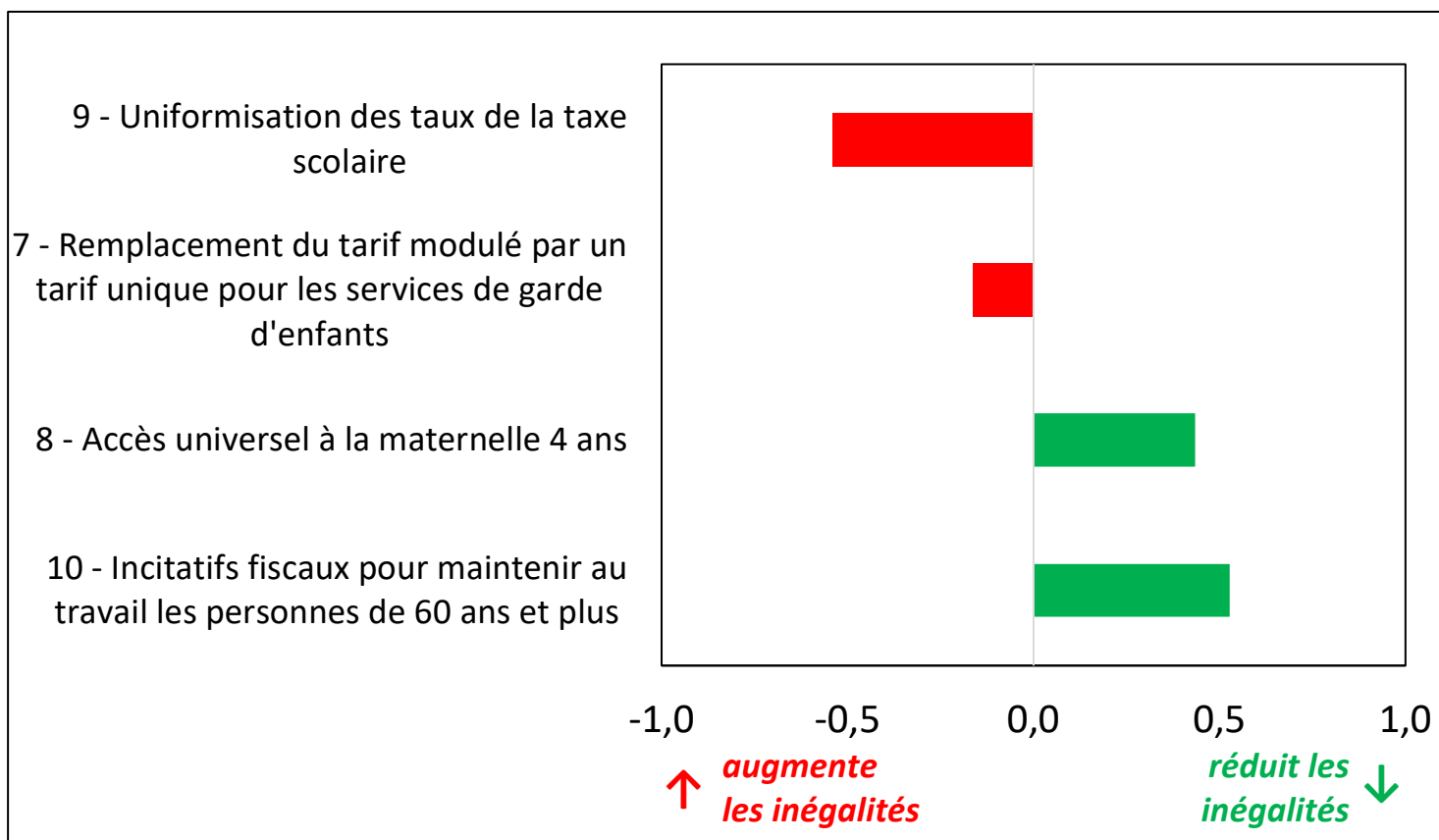
Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
0,6 (1,8)	35% (16%)	0,2	B-

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
44%	4%	19%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

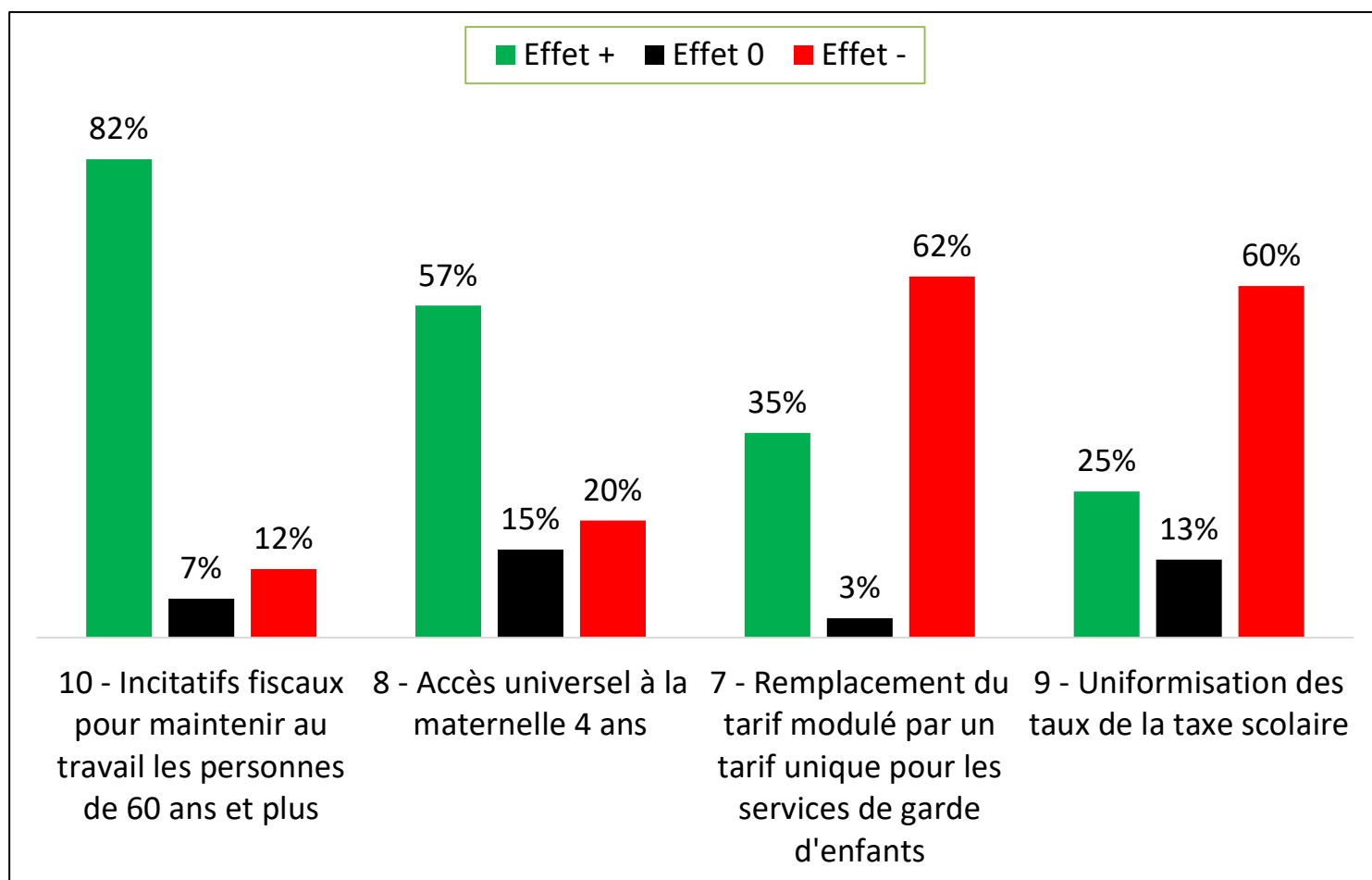
Graphique 3 : Effet global des principales mesures du budget provincial sur les inégalités



Des quatre mesures évaluées, deux sont jugées comme ayant un effet significatif en faveur de la réduction des inégalités, tandis que les deux autres sont perçues comme allant augmenter les inégalités. Les deux premières mesures en question sont l'accès universel à la maternelle 4 ans et les incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus. Les deux autres mesures sont le remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants et l'uniformisation des taux de la taxe scolaire, qui risquent de les accroître.

Le graphique 4 illustre le niveau de consensus parmi les spécialistes consultés pour les mesures du budget du Québec. Dans l'ensemble, les panélistes s'entendent à plus de 50 % sur les effets des 4 mesures, la seule mesure étant réellement consensuelle étant les incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus. Les effets des trois autres mesures sont relativement moins clairs, bien qu'une majorité des panélistes partagent le même avis quant à la direction de l'effet. L'ensemble des résultats est présenté dans le tableau 1, dans la prochaine section.

Graphique 4 : Niveau de consensus des spécialistes consultés pour les mesures du budget du Québec 2019-2020*



* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

4. Résultats – Portrait par mesures

Cette section examine une à une l'ensemble des mesures, où un court descriptif sera suivi de commentaires diversifiés et représentatifs mis de l'avant par les panélistes. Pour maintenir l'anonymat de ces extraits, les genres féminin et masculin seront appliqués alternativement.

Un rappel des définitions

Estimation de la direction de l'effet (5 à -5) : permet d'estimer si la mesure en question augmente, réduit ou n'affecte pas significativement les inégalités. -5 représente une augmentation certaine des inégalités, 0 représente un effet nul ou non significatif, 5 représente une réduction certaine des inégalités. Le degré de magnitude (de -5 à 0 et de 0 à 5) vise à estimer le niveau de certitude de la direction de l'effet.

Estimation de l'ampleur de l'effet (0 à 10) : estimation de la population touchée et du niveau auquel les inégalités sont affectées par la mesure. L'échelle d'estimation varie de 0 (aucun effet et quasiment personne n'est touché) à 10 (l'ensemble de la population québécoise est touchée de façon très importante).

Tableau 1 : Ensemble des résultats selon la mesure estimée, pour les deux budgets*

Mesure	Effet	Écart-type	Ampleur	Écart-type	Effet global	Note
1 - Augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison	0,0	1,5	18 %	11 %	0,0	C
2 - Allocation canadienne pour la formation	1,7	1,1	27 %	16 %	0,5	B
3 - Bonification du Supplément de revenu garanti	2,6	1,3	38 %	16 %	1,0	A-
4 - Investissements pour améliorer les conditions de vie des Autochtones	2,9	1,6	25 %	11 %	0,7	B+
5 - Limitation des avantages fiscaux reliés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotées en Bourse	3,0	1,4	29 %	17 %	0,9	B+
6 - Maintien de budgets déficitaires	0,9	1,5	34 %	29 %	0,3	B
Moyenne des estimations des mesures du budget fédéral*	1,9	1,4	29 %	17 %	0,6	B+
Mesure	Effet	Écart-type	Ampleur	Écart-type	Effet global	Note
7 - Remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants	-0,5	2,3	36 %	17 %	-0,2	C
8 - Accès universel à la maternelle 4 ans	1,2	2,1	36 %	20 %	0,4	B
9 - Uniformisation des taux de la taxe scolaire	-1,2	2,0	44 %	23 %	-0,5	D+
10 - Incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus	1,8	1,2	29 %	13 %	0,5	B+
Moyenne des estimations des mesures du budget du Québec*	0,3	1,9	37 %	18 %	0,1	C+

* Ces estimations ne représentent pas l'estimation globale allouée au budget par les panélistes. Une question spécifique a été posée à cet effet et est présentée dans la section suivante.

Budget fédéral 2019-2020

Mesure #1 : Augmentation à 35 000 \$ du plafond des retraits du REER pour l'achat d'une première maison

Description : Le budget fédéral propose parmi ses principales mesures une augmentation de 25 000 \$ à 35 000 \$ du montant que les acheteurs d'une première habitation peuvent retirer de leur régime enregistré d'épargne-retraite (REER) pour acheter ou construire une maison sans devoir payer d'impôt sur ces « revenus » retirés. Après le retrait, les nouveaux propriétaires auront 15 ans pour rembourser la somme retirée, une modalité qui ne change pas.

Les premiers acheteurs québécois sont principalement des ménages composés de personnes jeunes, 55 % ayant entre 25 et 34 ans. Comparativement aux autres acheteurs, les premiers acheteurs se concentrent sur des maisons plus modestes, soit les maisons d'une valeur entre 150 000 \$ et 250 000 \$. Cela dit, le montant moyen retiré est actuellement de 14 000 \$, soit près de 9 000 \$ de moins que le maximum actuellement permis. Autrement dit, un niveau d'épargne plus élevé que la moyenne sera nécessaire pour en bénéficier.

Analyse : Un consensus n'est clairement pas présent parmi les panélistes quant à l'effet de cette mesure aux inégalités. Peu importe la direction de l'effet estimé, l'estimation de son ampleur est toutefois relativement faible. La raison pour ce manque de consensus semble le fait qu'il s'agit d'une mesure très ciblée et le fait que la limite de 25 000 \$ était déjà peu atteinte parmi les ménages qui en font déjà usage.

Plusieurs panélistes remarquent que seulement les mieux nantis vont bénéficier de ce nouveau plafond, puisque ce sont les seuls qui ont autant épargné dans leur REER avant l'achat d'une première maison. La mesure pourrait ainsi accroître les inégalités, plutôt que les réduire. Une des panélistes exprime que cette mesure « pourrait améliorer l'accès à la propriété, mais les jeunes acheteurs ont rarement un REER bien garni. [La mesure] devrait donc très marginalement influencer les inégalités. »

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
0,0 (1,5)	18% 11 %	0,0	C

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
38%	22%	40%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Mesure #2 : Allocation canadienne pour la formation

Description : Le gouvernement instaurera un programme offrant des ressources financières aux travailleuses et travailleurs de 25 à 64 ans pour favoriser l'acquisition de compétences. Chaque personne ayant un salaire situé entre 10 000 \$ et 150 000 \$ y sera admissible. Elle pourra accumuler 250 \$ par année jusqu'à une limite cumulative à vie de 5 000 \$.

Une fois par période de quatre ans, elle pourra utiliser une partie ou la totalité du crédit cumulé afin de couvrir des frais d'une formation reconnue pouvant durer un maximum de 4 semaines. Ce crédit, duquel la demande est faite lors de la production de la déclaration de revenu, peut au maximum couvrir jusqu'à la moitié des frais associés à la formation en question.

En plus du crédit pour la formation, les travailleuses et les travailleurs auront également droit à une prestation de 55 % de leur revenu hebdomadaire pendant la formation, pour le même maximum de quatre semaines. Les deux volets de ce programme seront principalement financés par leurs cotisations actuelles au programme d'assurance emploi. Le gouvernement dédommagera en partie les employeurs de petites entreprises affectés, avec une réduction de leurs cotisations au programme d'assurance-emploi.

Analyse : Bien que la mesure soit évaluée comme réduisant légèrement les inégalités, les panélistes ont soulevé beaucoup de questionnements quant à ses potentiels effets. D'un côté, « l'acquisition de capital humain par le plus grand nombre est un facteur important dans la réduction des inégalités ». Ainsi, « la mesure permettra de prévenir l'accroissement des inégalités en soutenant les travailleurs à se protéger contre les risques du marché du travail ».

Cependant, certains panélistes croient que la mesure privilégie les mieux nantis plus que d'autres, « car les travailleurs à revenus plus élevés ont tendance à obtenir davantage de formations ». Une autre panéliste craint même que le gouvernement puisse ainsi financer des formations qui seraient suivies de toute façon. Divers panélistes mentionnent aussi le fait que la durée maximale de quatre semaines paraît arbitraire et qu'elle ne permet pas de formations suffisamment prolongées pour favoriser une réorientation de carrière.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
1,7 (1,1)	27% (16%)	0,5	B

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
78%	15%	7%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Concernant la nouvelle prestation, certains considèrent que le montant de la prestation serait insuffisant par rapport à l'objectif du programme. Un autre point de contention tient à la proportion de la population qui sera effectivement intéressée par cette mesure.

Mesure #3 : Bonification du supplément de revenu garanti

Description : Le gouvernement fait passer le montant de l'exemption complète de 3 500 \$ à 5 000 \$ par année pour chaque bénéficiaire de prestations du supplément de revenu garanti (SRG). Ainsi, une personne âgée de 65 ans ou plus qui touche le SRG peut maintenant gagner jusqu'à 5 000 \$ avant de voir une réduction de leurs prestations. Le gouvernement instaure également une exemption partielle pour les revenus de travail de 5 000 \$ à 15 000 \$. Ces deux mesures, qui représentent environ 90 millions \$ (M\$) par année au Québec, visent à favoriser financièrement les aînés qui demeurent sur le marché de l'emploi.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
2,6 (1,3)	38% (16%)	1,0	A-

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
92%	3%	5%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Analyse : Cette mesure inspire le plus de consensus parmi les panélistes, dont 92 % pensent qu'elle réduira les inégalités. Plusieurs membres du panel soulignent la vulnérabilité du groupe ciblé par la mesure ainsi que la croissance de la pauvreté que ce groupe vit en ce moment au Canada. Selon la plupart des panélistes, cette mesure aura donc un effet assez fort sur la situation des aînés à faible revenu. Un des panélistes constate : « Le fait de leur permettre d'occuper un emploi, fort probablement à temps partiel, peut significativement augmenter leur niveau de vie. » Cependant, certains entre eux mentionnent que ces personnes âgées occupent davantage des emplois peu qualifiés et physiquement demandant. Ainsi, les inciter à travailler plus pourrait avoir un effet négatif sur leur niveau de qualité de vie et leur état de santé.

Mesure #4 : Investissements pour améliorer les conditions de vie des Autochtones

Description : Le gouvernement investira plus de 200 M\$ par année pendant 5 ans au Québec afin d'améliorer les conditions de vie des Premières Nations, des Inuits et des Métis, principalement dans les services pour les enfants, ainsi qu'en sécurité et en santé publique. Ces derniers impliquent notamment la construction et la modernisation des réseaux d'alimentation en eau, les réparations urgentes des réseaux d'aqueduc, ainsi que la formation de techniciens, afin d'éliminer les avis de faire bouillir l'eau. Ces investissements impliquent également d'offrir aux enfants autochtones le même niveau de services sociaux et de services de santé que celui qui est offert aux autres enfants canadiens. Des sommes sont également prévues pour préserver et promouvoir les langues autochtones, notamment par la création d'un Bureau du commissaire aux langues autochtones.

Analyse : Malgré une ampleur limitée selon certains panélistes, cette mesure réduira significativement les inégalités vécues par les peuples autochtones. Le fait que le Québec en abrite une population relativement modeste - limitant l'ampleur de l'effet de cette mesure – serait contrebalancé par le constat qu'une grande partie des Autochtones vivent une situation socioéconomique précaire, ce qui renforcerait son potentiel de réduction des inégalités. Plusieurs panélistes considèrent toutefois que la mesure ne va pas assez loin pour influencer suffisamment la situation que cette population vit. Une d'entre eux se demande si « les choses seront vraiment différentes dans 5 années à ce rythme ? »

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
2,9 (1,6)	25% (11%)	0,7	B+

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
87%	2%	8%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Mesure #5 : Limitation des avantages fiscaux reliés aux options d'achat d'action pour les dirigeants de sociétés cotés en Bourse

Description : Le gouvernement entend limiter les avantages fiscaux reliés aux options d'achat d'action, dont bénéficient la plupart des dirigeants des sociétés cotés en Bourse. La déduction fiscale de 50 % sur le profit réalisé lors de la vente des actions ne sera plus possible au-delà d'un revenu de 200 000 \$, soit pour 94 % de ses bénéficiaires. 64 % des employés bénéficiant actuellement de cette déduction fiscale gagnent plus de 1 M\$ annuellement, soit 2 330 personnes au Canada. Cette modification représente des revenus de

plus de 500 M\$ annuellement pour le gouvernement. Les employés d'entreprises en démarrage ne payant pas de salaires élevés et préférant offrir des actions ne seront pas touchés par cette mesure.

Analyse : Cette mesure fait consensus quant à son effet favorable à la réduction des inégalités, 88 % des panélistes partageant ce constat. Même si le nombre de personnes touchées par la mesure est limité, elle devrait considérablement réduire les inégalités entre les mieux nantis et le reste de la population. Une panéliste la déclare d'ailleurs « symboliquement forte ». En même temps, une partie du panel considère que la mesure aurait pu être plus ambitieuse, en l'appliquant à des personnes ayant un revenu un peu moins élevé, tout en poursuivant l'objectif de cibler les mieux nantis qui bénéficient de cet avantage fiscal.

D'autres panélistes ont exprimé des préoccupations quant à l'effet réel de la mesure. Selon certains, la population touchée est si faible que l'effet sera négligeable. De plus, beaucoup d'autres personnes ayant un revenu très élevé ne seront pas affectées par la mesure. Une autre limite serait que la mesure « n'apportera rien de concret » aux moins nantis. Un autre panéliste considère toutefois que les revenus potentiels de 500 M\$ pourraient être utilisés pour réduire les inégalités davantage.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
3,0 (1,4)	29% (17%)	0,9	B+

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
88%	8%	2%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Mesure #6 : Maintien de budgets déficitaires

Description : Ottawa prévoit générer un déficit de 20 milliards \$ (G\$) cette année, en excluant les 3 G\$ du fonds de prévoyance. Le déficit représentera donc 1,2 % du PIB, un taux qui devrait baisser à 10 G\$ par année d'ici cinq ans, soit 0,6 % du PIB. Aucun échéancier ciblant un retour à l'équilibre budgétaire n'a été avancé par le gouvernement. Cette année, la dette atteint 700 G\$, soit 31 % du PIB, une proportion qui est en légère baisse. La note de crédit du Canada est excellente, mais, selon les prévisionnistes, une hausse des taux d'intérêt est envisageable au cours des prochaines années.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
0,9 (1,5)	34% (29%)	0,3	B

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
50%	32%	13%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Analyse : Les panélistes étaient quelque peu divisés quant à l'effet de cette politique sur les inégalités, hésitants principalement entre la réduction et l'effet nul. Celles qui jugent l'effet probable comme étant défavorable aux inégalités considèrent que le gouvernement peut investir ces dépenses additionnelles dans des programmes qui les réduiront. Cette même logique s'applique quant au raisonnement privilégié par le tiers des panélistes, soit ceux pensant que l'effet sera probablement nul puisque « ce n'est pas tant le déficit budgétaire annuel que la nature des dépenses financées à même ce déficit qui aura un impact sur les inégalités. » Le dernier groupe, qui évalue les déficits comme favorisant l'accroissement des inégalités, pense entre autres aux bénéficiaires de la dette : « Comme les détenteurs d'obligations sont largement des ménages plus riches, le déficit altère la distribution des revenus. »

Autres mesures

Plusieurs mesures pouvant influencer l'évolution des inégalités au Québec ont été soulignées par les panélistes. La mise en place de l'Agence canadienne des médicaments en particulier, qui représente un premier pas vers un régime national d'assurance-médicaments, fut souvent citée en étant une bonne mesure pour contrer les inégalités, bien que ses modalités exactes et son implantation (ou pas) au Québec restent à déterminer. D'autres politiques nommées incluent la baisse du taux d'intérêt sur les prêts étudiants, les subventions pour les voitures électriques et l'aide financière aux médias écrits. Pour cette dernière, il a été mentionné que « le journalisme de haute qualité est essentiel à la réduction des inégalités. »

Budget du Québec 2019-2020

Mesure #7 : Remplacement du tarif modulé par un tarif unique pour les services de garde d'enfants

Description : Le gouvernement remplacera le système de tarification des services de garde - qui variait de 8 \$ à 20 \$ par jour en fonction du revenu des ménages - par un tarif unique de 8 \$ par jour, dont le montant sera indexé au coût de la vie. Cette modification représente un coût annuel de 160 M\$, une perte de revenus absorbée par le fonds consolidé, plutôt que le ministère de la Famille.

Analyse : L'effet de cette mesure est estimé comme allant probablement accroître les inégalités comme aug-

mentant les inégalités par 62 % du panel, notamment parce que le remplacement d'une tarification progressive par un tarif unique en fait une mesure régressive. Une panéliste soutient que « la modulation du tarif des services de garde était certes imparfaite – le seuil était-il trop bas ? La hausse était-elle trop rapide ? – mais elle avait l'avantage de faire en sorte que le médecin qui envoie son enfant au Centre de la petite enfance (CPE) ne payait pas que 8 \$, soit le même montant que le parent vivant du salaire minimum. » De plus, le financement étant désormais entièrement assuré par le fonds consolidé pourrait empirer cette situation puisque ces ressources pourraient être utilisées pour des mesures favorisant la réduction des inégalités.

Cela étant dit, le tiers des panélistes considère plutôt que la mesure réduira les inégalités, notamment parce que la modulation des tarifs délégitimait le recours traditionnel à l'impôt progressif pour financer les services de garde. Pour l'une des panélistes, « l'impôt sur le revenu implique déjà que les familles à plus hauts revenus contribuent davantage au financement des services publics. La tarification modulée implique un second système d'impôt progressif sur le revenu, et indirectement, un deuxième impôt sur le revenu des mères. »

Un autre panéliste mentionne que « la mesure aidera les jeunes familles puisque, à cette étape de leur cycle de vie, elles doivent déjà assumer des coûts importants (hypothèques, dépenses pour les enfants, etc.) alors que leurs revenus n'ont pas encore atteint leur sommet. » Parmi les panélistes trouvant la mesure régressive, des alternatives furent proposées, comme de « réduire la fourchette de variation

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
-0,5 (2,3)	36% (17%)	-0,2	C

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
35%	3%	62%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

du tarif modulé et de revoir les paliers d'imposition ». Un autre panéliste souligne l'intérêt à favoriser l'accès plus facile aux CPE pour les ménages à faible revenu.

Mesure #8 : Accès universel à la maternelle 4 ans

Description : Le gouvernement rendra universel l'accès à la maternelle 4 ans, qui était auparavant réservé aux quartiers défavorisés, tout en gardant sa fréquentation à la discrétion des parents. La mesure permettra à l'ensemble des enfants, plutôt que seulement ceux issus de quartiers défavorisés, de débiter plus tôt leur intégration dans le système scolaire. Cela permettra en principe de rattraper les retards développementaux encourus par les enfants n'ayant pas pu intégrer un service de garde offrant un programme éducatif. Cette mesure libérera également les parents du coût que représente le recours à des services de garde d'enfant publics ou privés, en plus de fournir un service de garde aux parents qui n'y avait pas recours.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
1,2 (2,1)	36% (20%)	0,4	B

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
57%	15%	20%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Analyse : L'effet global de cette mesure est évalué comme étant favorable à la réduction des inégalités par plus de la moitié des panélistes. Ainsi, « l'accès à l'école à un plus jeune âge aura potentiellement un effet positif sur la mobilité sociale, surtout pour favoriser l'identification des problèmes d'apprentissage en bas âge. » Un panéliste sur cinq considère toutefois que la mesure risque d'accroître les inégalités, soutenant notamment que « l'accès universel à la maternelle 4 ans sera moins efficace pour dépister les problèmes de développement que ne le sont déjà les CPE, selon la plupart des professionnels. » Une autre panéliste se demande d'ailleurs « pourquoi remplacer un programme qui a fait ses preuves par un programme moins efficace ? »

À noter, un panéliste soutient que « la mise en œuvre risque d'être compliquée et de prendre du temps », alors qu'une autre souligne que « la mesure ne garantit pas que les plus vulnérables iront à la maternelle 4 ans, justement parce qu'elle ne sera pas obligatoire. » Des panélistes proposent comme potentielle alternative d'ajouter des places en CPE dans les milieux plus défavorisés, permettant aux tout-petits d'être exposés précocement à un milieu stimulant ».

Mesure #9 : Uniformisation des taux de la taxe scolaire

Description : Le gouvernement diminuera les taux de la taxe scolaire - qui variaient selon la région - au niveau le plus faible actuel, soit celui de la région de Laurentides, soit de 10 ¢ par tranche de 100 \$ d'évaluation foncière, un taux qui pouvait atteindre le triple dans certaines régions. Par exemple, une résidence évaluée à 300 000 \$ dans une région dont le taux passerait de 30 ¢ à 10 ¢ par tranche de 100 \$ représenterait une économie de 300 \$ par année. Il est possible que les locataires ne bénéficient pas de cette mesure, c'est-à-dire que le coût de leur loyer reste inchangé.

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
-1,2 (2,0)	44% (23%)	-0,5	D+

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
25%	13%	60%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

Le coût fiscal pour les propriétaires serait donc réduit selon la valeur de leur maison et selon leur région. À noter, un taux de taxation unique ne prend pas en compte les différences interrégionales du coût de la vie, des autres taxes foncières et de la situation socioéconomique des ménages. L'uniformisation représente une perte de revenu annuel de 1,2 G\$ pour le gouvernement, qui compensera le manque à gagner pour les commissions scolaires touchées. Pour ces dernières, la réduction de taxes scolaires peut être interprétée comme une perte d'autonomie et de revenus potentiels.

Analyse : Une majorité de panélistes estime que cette mesure augmentera les inégalités au Québec. Toutefois, plusieurs mécanismes en jeu sont interprétés différemment par les membres du panel. Une des panélistes qui y voient une augmentation des inégalités soutient qu'elle « diminuera les revenus de l'État qui auraient pu être investis ailleurs. » Un autre soutient que « la valeur des propriétés des individus est généralement positivement corrélée avec leurs revenus, signifiant que la mesure diminuera de manière disproportionnée le poids de la fiscalité des mieux nantis, en particulier au sein d'une même région. » De plus, « les locataires, souvent moins fortunés, seront peu nombreux à réellement en bénéficier. »

En revanche, une panéliste considérant la mesure comme étant favorable à la réduction des inégalités mentionne que « cette mesure est une tentative de soutenir la classe moyenne qui est en train de s'appauvrir, car c'est elle qui paie le plus d'impôt, mais n'est jamais à l'abri. » Un autre soutient que « le taux uniforme vient rétablir une certaine équité entre régions. »

Mesure #10 : Incitatifs fiscaux pour maintenir au travail les personnes de 60 ans et plus

Description : Le gouvernement augmentera le crédit d'impôt non remboursable – donc disponible seulement aux personnes payant déjà de l'impôt – des personnes de 60 ans et plus qui sont encore sur le marché du travail. Concrètement, les premiers 28 000 \$ de revenu de ces personnes seront exemptés d'impôt, plutôt que 18 000 \$ actuellement. Aussi, le taux de taxation sera abaissé pour les revenus entre 28 200 \$ et 34 600 \$, représentant une économie pouvant monter jusqu'à 1 500 \$ pour les personnes touchant 34 600 \$. Ce crédit d'impôt

sera toutefois réduit lorsque leurs revenus dépasseront ce seuil, afin d'en faire bénéficier davantage ceux et celles qui ont un revenu situé entre 18 000 \$ et 34 000 \$. L'âge d'admissibilité pour ces avantages fiscaux sera également abaissé de 61 à 60 ans. Cette mesure représente une dépense fiscale moyenne de 107 M\$ par année pour le gouvernement.

Analyse : Parmi les quatre mesures du budget du Québec, c'est celle-ci qui fait le plus de consensus parmi les panélistes, 82 % d'entre eux considèrent qu'elle risque d'atténuer les inégalités. Néanmoins, l'ampleur de ses effets est jugée comme étant plutôt faible. Une panéliste soutient que, « bien que ce soit une mesure progressiste, elle concerne une très petite portion de la population québécoise, soit les personnes de plus de 60 ans qui restent sur le marché du travail et qui, bien que de plus en plus nombreuses, demeurent minoritaires. » Un membre du panel pense que l'effet sera « largement mitigé dans les régions à taux de chômage élevé. » D'autres mentionnent l'effet sur la santé des personnes âgées de continuer de travailler, sans compter que la présente mesure n'offrirait « rien pour les personnes âgées ayant des contraintes sévères à l'emploi. »

Autres mesures

Parmi les autres mesures du budget du Québec, une panéliste mentionne que « l'augmentation des budgets en santé et en éducation est redistributif par définition. » D'autres panélistes soulignent que « l'augmentation de ressources pour les services spécialisés en milieu scolaire risque également d'aider les enfants en situation plus vulnérables. »

Évaluation			
Effet	Ampleur	Effet global	Note
1,8 (1,2)	29% (13%)	0,5	B+

Entre parenthèses : écart-type moyen. Cette mesure statistique permet d'estimer la dispersion des réponses.

Niveau de consensus*		
Effet positif	Effet neutre	Effet négatif
82%	7%	12%

* Pourcentage de panélistes estimant l'effet de la mesure neutre, positif (réduit les inégalités) ou négatif (augmente les inégalités). Le total inclut les non-réponses, non illustrées ici.

5. Liste des membres du panel

1. **Jules Bélanger**, économiste et analyste à Option consommateur
2. **Dorothée Boccanfuso**, économiste et professeure à l'Université de Sherbrooke
3. **Pier-André Bouchard St-Amand**, économiste et professeur de finances publiques à l'École nationale d'administration publique
4. **Normand Boucher**, professeur au département de service social de l'Université Laval
5. **Laure Célérier**, professeure en administration publique à l'Université d'Ottawa
6. **Eric Champagne**, professeur agrégé à la Faculté des sciences sociales à l'Université d'Ottawa
7. **Marie-Thérèse Chicha**, professeure à l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal
8. **Jean-Claude Cloutier**, économiste-conseil
9. **Delphine Collin-Vézina**, professeure associée au département de travail social, Université McGill
10. **Marie Connolly**, économiste et professeure à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal
11. **Jean-Michel Cousineau**, économiste et professeur à l'Université de Montréal
12. **Nolywé Delannon**, professeure à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval
13. **François Delorme**, économiste et enseignant au Département de sciences économiques de l'Université de Sherbrooke
14. **Pierre Doray**, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal
15. **Christine Doucet**, associée de recherche à la Chaire de recherche Nicolas Steinmetz et Gilles Julien en pédiatrie sociale en communauté de l'Université McGill
16. **Lucie Dumais**, professeure à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal
17. **Charles Fleury**, professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Laval
18. **Alexis Gagné**, économiste

19. **Vincent Geloso**, économiste et professeur invité à *Bates College*
20. **Antoine Genest-Grégoire**, professionnel de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke
21. **Luc Godbout**, fiscaliste et directeur du département de fiscalité de l'Université de Sherbrooke
22. **Renaud Goyer**, doctorant en sociologie à l'Université de Montréal
23. **Catherine Haeck**, économiste et professeure à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal
24. **Marc-André Houle**, doctorant et chargé de cours au Département de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal
25. **Maripier Isabelle**, économiste et chercheure postdoctorale au *James M. and Cathleen D. Stone Centre for the Study of Wealth Inequality*
26. **Olivier Jacques**, doctorant en science politique à l'Université McGill
27. **Marcelin Joanis**, économiste et enseignant-chercheur à l'École Polytechnique
28. **Pierre Canisius Kamanzi**, professeur agrégé à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal
29. **Lucie Lamarche**, avocate et professeure à l'Université du Québec à Montréal
30. **Fabian Lange**, professeur associé au département d'économie de l'Université McGill
31. **Simon Langlois**, professeur émérite en sociologie à l'Université Laval
32. **Lyne Latulippe**, professeure à l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke
33. **Paul Makdissi**, économiste et professeur à l'Université d'Ottawa
34. **Amélie Maugère**, professeure à l'École de travail social de l'Université de Montréal
35. **Sylvain Melançon**, économiste indépendant
36. **Stéphane Moulin**, économiste et professeur de sociologie à l'Université de Montréal
37. **André-Anne Parent**, professeure en travail social à l'Université de Montréal
38. **Mathieu Perron-Dufour**, économiste et professeur à l'Université du Québec en Outaouais
39. **Louise Potvin**, professeure titulaire à l'École de santé publique de l'Université de Montréal

40. **Pierre-Paul Proulx**, économiste et enseignant à la retraite de l'Université de Montréal
41. **Ysabel Provencher**, professeure à l'École de travail social et de criminologie de l'Université de Laval
42. **Hicham Raïq**, chercheur et chargé de cours au Département de sociologie de l'Université de Montréal
43. **Marie-France Raynault**, médecin et chef du département de santé publique et médecine préventive du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal
44. **Louis-Philippe Rochon**, économiste et professeur à l'Université Laurentienne
45. **Suzie St-Cerny**, chercheure à la Chaire de fiscalité et finance publique de l'Université Sherbrooke
46. **Martin St-Denis**, économiste, MCE Conseils
47. **Yves St-Maurice**, économiste et consultant
48. **Geneviève Tellier**, professeure à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa
49. **Pierre Tircher**, doctorant en Relations industrielles à l'Université de Montréal
50. **Diane-Gabrielle Tremblay**, économiste et enseignante-chercheure à la TÉLUQ
51. **Pierre P. Tremblay**, professeur associé au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal
52. **Hong-Loan Trinh**, chargée de cours à la Faculté de science politique et de droit et à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal
53. **Marie-Ève Turcotte**, coordonnatrice de la Chaire de recherche Nicolas Steinmetz et Gilles Julien en pédiatrie sociale en communauté de l'Université McGill
54. **Axel van den Berg**, professeur en sociologie à l'Université McGill
55. **Cécile Van de Velde**, professeure de sociologie à l'Université de Montréal
56. **Patrick Villeneuve**, professeur agrégé à l'École de travail social et de criminologie de l'Université Laval
57. **Myra Yazbeck**, économiste et professeure à l'Université d'Ottawa

58. **Sylvain Zini**, économiste et chargé de cours au Département de science politique et droit à l'Université du Québec à Montréal
59. **Nom confidentiel** (souhaite rester anonyme), économiste et gestionnaire, organisme fédéral ou ministère du Gouvernement du Canada
60. **Nom confidentiel** (souhaite rester anonyme), gestionnaire, organisme fédéral ou ministère du Gouvernement du Canada



Basé à l'Université de Montréal, l'Observatoire québécois des inégalités a pour mission de favoriser la réduction des inégalités lorsqu'elles sont trop élevées, en mobilisant et vulgarisant des connaissances scientifiques objectives, rigoureuses et accessibles. Organisme non-partisan, l'Observatoire fournit aux acteurs du débat public les informations nécessaires pour qu'ils puissent comprendre et influencer l'évolution des inégalités économiques et sociales au Québec.

observatoiredesinegalites.com